

Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) – Animation et accompagnement des collectivités autour de la connaissance des coûts et la Matrice des coûts

Direction Economie Circulaire (DECi) / Service Valorisation des Déchets (SVD)

TABLE DES MATIERES

1. Eléments de contexte.....	3
1.1. Les activités de l'ADEME	3
1.2. Contexte.....	3
1.2.1. La Matrice des coûts : un outil central de pilotage.....	4
1.2.2. Un dispositif global articulé autour de plusieurs volets complémentaires.....	4
1.2.3. Le présent accord-cadre : une étape clé dans la généralisation du dispositif	5
2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis des prestations à réaliser	6
2.1. Finalités du nouvel accord-cadre	6
2.2. Objet de la consultation.....	6
2.3. Etat des lieux des marchés en 2024	7
2.4. Gouvernance et portage du dispositif	8
2.5. Modalités de candidature et périmètre des réponses	8
2.6. Périmètre et cible(s) des prestations	9
2.6.1. Lot 1 animation et capitalisation d'expérience à l'échelle nationale	9
2.6.2. Lots 2 à 8 par secteur géographique	15
2.6.2.1. Code prix A : Rapport de fin de mission	17
2.6.2.2. Code prix 1 : Remplissage de la Matrice des coûts par le prestataire	18
2.6.2.3. Code prix 2 : Accompagnement individuel au remplissage de la Matrice des coûts	19
2.6.2.4. Code prix 4 : Accompagnement collectif au remplissage de la Matrice des coûts	20
2.6.2.5. Code prix 5 : Animation de réunions d'échanges	22
2.6.2.6. Code prix 6 : Accompagnement à l'interprétation des données Matrice	23
2.6.2.7. Code prix 8 : Animations de réunions de restitution	24
2.6.2.8. Code prix 10 : Relances téléphoniques	25
2.6.2.9. Code prix 11 : suivi de la prestation.....	26
2.6.2.10. Code prix 13 à 23 : Déplacements.....	27
2.6.2.11. Code prix 24 : Prestations d'études complémentaires	28
3. Jugement des offres marchés subséquents.....	30
3.1. Critère 1 – Prix des prestations (35%)	30
3.2. Critère 2 – Valeur technique n°1 : Méthodologie, compréhension des objectifs (30%)	30
3.3. Critère 3 – Valeur techniques n°2 : Qualification des intervenants (25%)	30
3.4. Critère 4 – Démarche environnementale (6%)	31
3.5. Critère 5 – Considération sociale (4%)	31

4. Définitions et sigles	31
5. CADRE DE REPONSE - démarche sociale et environnementale de l'entreprise en lien avec l'objet des prestations	33

1. Éléments de contexte

1.1. Les activités de l'ADEME

Au cœur des missions qui lui sont confiées par le ministère de la Transition écologique, le ministère en charge de l'Energie et le ministère en charge de la Recherche, l'ADEME - l'Agence de la transition écologique – partage ses expertises, assure le financement et l'accompagnement de projets de transformation dans des domaines variés : énergie, économie circulaire, décarbonation de l'industrie, mobilité, bâtiment, qualité de l'air, consommation et production responsables, alimentation durable, bioéconomie, gestion des sols, adaptation au changement climatique et transition juste.

L'ADEME mobilise les citoyens, les entreprises et les territoires pour les aider à progresser vers une société plus sobre en carbone et économe en ressources. Résolument engagée dans la lutte contre le changement climatique et la dégradation des ressources, elle conseille, facilite et soutient les initiatives, de la recherche à la diffusion des solutions.

Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), l'ADEME met également ses capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

1.2. Contexte

Depuis plus de 15 ans, l'ADEME accompagne les collectivités françaises dans la connaissance, l'analyse et l'optimisation des coûts et performances de leurs services publics de prévention et de gestion des déchets (SPPGD). Cet accompagnement repose sur un dispositif national structuré autour d'un outil de référence : la Matrice des coûts.

Dans un contexte économique marqué par une forte inflation, la hausse du coût de l'énergie et des prestations de traitement, ainsi que l'augmentation progressive de la TGAP, la maîtrise des dépenses liées au service public de gestion des déchets est devenue un enjeu majeur de pilotage local.

L'optimisation des coûts, la recherche d'efficacité et la valorisation matière et organique permettent aux collectivités de contenir l'impact budgétaire du service déchets, tout en améliorant leurs performances environnementales.

En rationalisant leurs dépenses et en identifiant les leviers d'économie, les collectivités peuvent réorienter une partie de leur budget vers d'autres priorités publiques, telles que l'éducation, la santé ou la transition énergétique.

La maîtrise des coûts du SPPGD n'est donc pas seulement un enjeu technique ou comptable : elle participe pleinement à une gestion équilibrée et durable des finances locales, au bénéfice du service public dans son ensemble.

Dans ce contexte, le dispositif Connaissance des coûts et la Matrice des coûts constituent des outils stratégiques au service de la résilience financière et environnementale des territoires, permettant à chaque collectivité de piloter ses choix en connaissance de cause et de contribuer à la performance nationale du service déchets.

1.2.1. La Matrice des coûts : un outil central de pilotage

La Matrice des coûts constitue le pilier fondamental du dispositif de suivi et de pilotage des coûts du service public de prévention et de gestion des déchets des collectivités en France.

Près de 70% des collectivités à compétences collecte et/ou traitement des déchets disposent d'une Matrice des coûts récente (2020, 2021 ou 2022).

L'ADEME a effectué 2 opérations « 100 % de matrices » pour les années 2019 et 2022 dont les ambitions étaient les suivantes :

- En termes d'observation, avoir des échantillons renforcés voire exhaustifs ;
- Diffuser des objectifs d'amélioration des performances et inciter aux réflexions sur les actions à mener (tarification incitative, tri à la source des biodéchets, etc.)
- Faciliter la poursuite du remplissage les années suivantes (cadre adapté, historique des investissements repris, clés de répartitions définies, etc...) pour amener les collectivités vers l'autonomie en termes de remplissage et d'analyse des données.

1.2.2. Un dispositif global articulé autour de plusieurs volets complémentaires

Le déploiement et la consolidation de la Matrice des coûts s'inscrivent dans un dispositif national cohérent associant plusieurs démarches et outils portés par l'ADEME.

- 1) L'animation nationale autour de la Matrice des coûts. Il vise à animer le réseau national et interrégional des acteurs impliqués dans la matrice des coûts, à assurer la cohérence globale du dispositif et à favoriser les échanges entre typologies de collectivités (métropoles, syndicats, territoires touristiques, etc.). Le titulaire du marché national assure également le suivi transversal du dispositif, la capitalisation des retours régionaux, la coordination méthodologique et la valorisation des résultats à l'échelle France entière.
- 2) L'accompagnement et l'animation des collectivités au niveau régional autour de la Matrice des coûts. Ces marchés incluent l'accompagnement au remplissage ou le remplissage des matrices par des bureaux d'études missionnées par l'ADEME. Ils prévoient également une restitution aux élus par collectivité, qui devrait convaincre de la pertinence de poursuivre l'exploitation des données de la matrice et les inciter à mettre en place des pistes identifiées d'optimisation de leur service.
- 3) La formation des acteurs concernés pour remplir et analyser leur matrice. Ce marché permet d'aider les collectivités à monter en compétence pour qu'elles soient en mesure de devenir autonomes sur le remplissage et l'analyse de leur matrice des coûts qui devient ainsi un élément essentiel du pilotage de leur politique Déchets. Cette formation perdure pour former les nouveaux personnels des collectivités chargés du remplissage de la matrice (l'ADEME observe un taux de renouvellement significatif).

- 4) L'exploitation des données issues des Matrices des coûts pour l'élaboration du « référentiel national des coûts du service public de gestion des déchets » : L'ADEME a une obligation ministérielle de publier chaque année un référentiel national sur les coûts du Service Public de Prévention et de Gestion des Déchets (SPPGD). Ce travail d'observation, fondé sur l'exploitation des données issues des Matrices des coûts, permet de disposer d'une vision globale et objectivée des coûts du SPPGD, afin d'éclairer la décision publique et d'orienter les politiques publiques nationales. À l'échelle régionale, chaque direction régionale est également invitée à produire son propre référentiel, en proposant des analyses adaptées et pertinentes au regard des spécificités de son territoire.
- 5) La création d'outils d'aide à la compréhension du dispositif global et à la bonne saisie des données ; En complément des guides de saisie et de remplissage de la Matrice des coûts, plusieurs outils ont été développés afin de faciliter l'appropriation du dispositif et d'améliorer la qualité des données saisies. Il s'agit notamment d'outils numériques, tels qu'un fichier automatisé d'aide au remplissage de la matrice ou le fichier évolution, qui retrace l'évolution des coûts depuis la première matrice renseignée et est transmis environ quinze jours après la validation de celle-ci. Par ailleurs, des supports pédagogiques sous forme de vidéos explicatives sont également mis à disposition sur la plateforme Dailymotion.

L'évolution de l'observation des flux de DMA (enquêtes Collecte et Traitement) : Afin de rationaliser le dispositif d'observation des déchets, un rapprochement est en cours entre l'observation des coûts du SPGD et celle des flux de DMA. Cette dernière évolue notamment en raison du cadre européen qui exige des rapports annuels ce qui nécessite d'annualiser les enquêtes qui avaient lieu tous les 2 ans. Ces évolutions sont d'ordres numériques et organisationnelles.

L'outil de saisie et stockage des données SINOE® : Le cadre des saisies des matrices sous SINOE® va connaître des évolutions importantes. En effet, un projet de refonte de SINOE® est en cours de développement et sa mise en ligne est planifiée pour début 2026. L'objectif est de se mettre aux normes informatiques actuelles et de proposer des améliorations qui faciliteront la saisie, l'exploitation et la restitution des données flux DMA et coûts du SPPGD.

L'ensemble des ressources sont centralisées sur la page Matrice des coûts du site économie circulaire de l'ADEME : <https://economie-circulaire.ademe.fr/cout-des-dechets>

1.2.3. Le présent accord-cadre : une étape clé dans la généralisation du dispositif

L'accompagnement et l'animation des collectivités autour de la Matrice des coûts sur la période 2022-2025 a constitué une étape déterminante dans l'atteinte de cet objectif.

Engagés entre 2022 et 2023, les marchés subséquents associés au précédent accord-cadre ont permis de proposer l'accompagnement sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin, avec l'ambition « 100 % de Matrices des coûts saisies et exploitées ».

Ces marchés, portés par les directions régionales de l'ADEME, ont mobilisé d'importants moyens pour :

- Remplir les matrices 2022 manquantes et accompagner les collectivités dans la réalisation des matrices 2023, 2024 et se terminera avec l'exploitation des matrices 2025 ;
- Soutenir la montée en compétence des agents techniques et comptables, en lien avec les dispositifs de formation nationaux ;
- Organiser des accompagnements individuels et collectifs au remplissage et à l'analyse des matrices ;

- Animer des rencontres et restitutions auprès des techniciens et élus afin d'encourager le partage d'expériences et la mise en œuvre d'actions d'optimisation locales ;
- Rédiger des fiches de synthèse par syndicat de traitement et conduire des études complémentaires (mise en forme de référentiels, sondages, analyses comparatives, etc.).

Certaines spécificités territoriales avaient été prises en compte, notamment :

- La Corse, où après un soutien initial de l'ADEME poursuit l'animation autour de la connaissance des coûts directement auprès de leurs collectivités ;
- La Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française, désormais intégrées à des lots spécifiques et exprimées en francs Pacifique.

Ces marchés, arrivant à leur terme, ont permis de structurer une base de données nationale solide et de consolider les pratiques d'accompagnement auprès des collectivités.

2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis des prestations à réaliser

2.1. Finalités du nouvel accord-cadre

Le présent accord-cadre vise à renouveler le dispositif national et régional d'accompagnement et d'animation des collectivités autour de la Matrice des coûts, outil de référence pour le suivi et le pilotage des services publics de prévention et de gestion des déchets.

Ce renouvellement a pour ambition :

- D'assurer la continuité des actions engagées depuis 2020, notamment dans le remplissage des matrices avec un objectif minimum par région de 60% d'EPCI avec matrice validées ;
- De préserver la dynamique d'accompagnement et de montée en compétence des collectivités ;
- De favoriser la diffusion et l'exploitation des résultats issus de la Matrice des coûts auprès des techniciens et des élus ;
- D'accompagner l'intégration de la nouvelle version de SINOE® (v3) dans les pratiques opérationnelles des acteurs territoriaux.

Le dispositif, fondé sur la coopération entre les échelons **national** et **régionaux**, doit garantir la cohérence et la complémentarité des interventions sur l'ensemble du territoire français, y compris dans les DROM-COM.

2.2. Objet de la consultation

L'objet de la présente consultation est de sélectionner les prestataires chargés de la mise en œuvre du dispositif d'animation et d'accompagnement des collectivités autour de la Matrice des coûts pour la période 2026-2030.

L'accord-cadre comprend 8 lots distincts :

Lot 1 : Animation et capitalisation d'expérience à l'échelle nationale

Ce lot couvre la coordination, la consolidation et la valorisation des actions menées dans les régions. Il inclut la production d'études, de bilans et de supports méthodologiques ainsi que l'animation de groupes nationaux d'échanges entre acteurs.

Lots 2 à 8 : Animation et accompagnement par secteur géographique
 Ces lots concernent l'appui opérationnel des collectivités à l'échelle régionale ou interrégionale.
 Les prestations incluent notamment :

- L'accompagnement individuel ou collectif au remplissage de la matrice ;
- L'analyse et la restitution des résultats aux techniciens et aux élus ;
- La mobilisation des syndicats de traitement, une clé pour la réussite et pérennité du dispositif ;
- L'organisation et l'animation de réunions d'échanges thématiques ;
- La réalisation d'études complémentaires à la demande de l'ADEME.

Chaque lot donnera lieu à un accord-cadre spécifique, suivi de marchés subséquents sous forme d'accord-cadre à permettant de préciser les prestations à réaliser et les volumes associés.

2.3. Etat des lieux des marchés en 2024

Régions	Accompagnement collectif	Animation de réunion d'échanges	Réunion de restitution "élus"	Réunion de (collective) restitution "élus"	Total
BFC	6		2		8
Bretagne	4	8	15		27
Centre	7	5	7		19
Corse	3	1			1 5
Grand Est	10	1	9		20
Guadeloupe		2			2
Haut de France	4	18	3		25
Martinique		2			2
Nouvelle-Aquitaine	10	9	7		26
Normandie			4		4
Occitanie	11	12		8	31
Pays de la Loire	4	5	7	1	17
Polynésie		2	2		4
Réunion - Mayotte		1	1		2
Plusieurs régions		89			89
National		17			17
Total général	59	172	57		10 298

Taux d'accompagnement individuel
 La part des collectivités ayant bénéficié d'un accompagnement individuel varie fortement selon les territoires :
 - Elle atteint le 80% dans certains territoires DROM comme la Réunion, la Martinique et Mayotte ;
 - Tandis qu'elle reste limitée à environ 10% pour Wallis-et-Futuna ;
 - Avec une moyenne de 52% pour les régions hexagonales et 67% pour les régions DROM-COM.
 Ces différences s'expliquent notamment par le niveau d'autonomie des collectivités et la maturité du dispositif régional.

Formats d'animation et modalités

Les formats d'intervention ont été globalement bien répartis entre présentiel et distanciel, ce qui a permis d'assurer une couverture large du territoire tout en maîtrisant les coûts logistiques.

On observe une corrélation positive entre le taux de remplissage des Matrices et la part d'animations en présentiel : les régions ayant organisé davantage de rencontres physiques (ateliers collectifs, journées techniques, restitutions locales) présentent en effet les meilleurs taux de remplissage des Matrices des coûts. Ces résultats confirment l'importance de maintenir un lien de proximité avec les acteurs, même dans un contexte de dématérialisation croissante.

Publics bénéficiaires

La majorité des actions menées en 2024 ont ciblé en priorité les techniciens des collectivités (agents en charge du SPPGD, responsables déchets, chargés de mission), qui constituent le cœur opérationnel du dispositif. Les élus ont également été visés, notamment à travers les restitutions locales ou les journées interrégionales d'échanges, bien que leur mobilisation reste plus ponctuelle.

Les syndicats de traitement constituent également un public bénéficiaire stratégique du dispositif. Leur mobilisation permet de créer une dynamique collective à l'échelle territoriale, de favoriser l'appropriation du dispositif par leurs collectivités adhérentes et d'inscrire la Matrice des coûts dans une démarche de suivi et de transparence partagée. En s'appuyant sur leur rôle structurant, le dispositif gagne en continuité et en capacité d'animation locale.

Enfin, le besoin d'un renouvellement des formats à destination des décideurs a été clairement identifié, notamment via des supports plus synthétiques, des messages axés sur les enjeux économiques et environnementaux, et une approche plus narrative du dispositif.

2.4. Gouvernance et portage du dispositif

Le lot 1 sera géré par l'ADEME nationale – le Service Valorisation Déchets (SVD) – qui assurera la coordination globale, la capitalisation des retours d'expérience et la diffusion des résultats nationaux.

Les lots 2 à 8 seront pilotés par les directions régionales de l'ADEME, avec un appui technique et méthodologique du SVD.

Cette organisation garantit :

- La cohérence des pratiques et des messages entre les différents niveaux d'intervention ;
- Une animation homogène sur le territoire, tout en permettant l'adaptation aux contextes locaux ;
- Une capitalisation nationale consolidée à partir des bilans régionaux.

2.5. Modalités de candidature et périmètre des réponses

Les candidats peuvent soumissionner à un ou plusieurs lots, en fonction de leur champ de compétence et de leur implantation territoriale.

Les dossiers devront préciser les lots visés et comporter un mémoire méthodologique détaillé, ne dépassant pas 20 pages.

Ce mémoire devra :

- Démontrer la compréhension des objectifs nationaux et des enjeux du dispositif ;
- Présenter une méthodologie claire et argumentée pour chacune des prestations ;
- Préciser l'organisation mise en œuvre, les moyens mobilisés et les complémentarités identifiées entre les actions nationales et régionales ;

- Illustrer la démarche par des exemples de livrables, de supports d'animation ou de suivi.

Dans le cas où un même mémoire méthodologique s'applique à plusieurs lots, le candidat pourra le produire en un seul exemplaire, en précisant explicitement les lots concernés.

2.6. Périmètre et cible(s) des prestations

La consultation vise à retenir des bureaux d'études en capacité de réaliser pour le compte de l'ADEME (Service Valorisation des Déchets (SVD) et directions régionales) les prestations détaillées par la suite.

2.6.1. Lot 1 animation et capitalisation d'expérience à l'échelle nationale

Le lot 1 constitue le socle national de coordination et de valorisation du dispositif d'accompagnement des collectivités autour de la Matrice des coûts. Il a pour finalité de garantir la cohérence d'ensemble, de favoriser la mutualisation des pratiques et de capitaliser les enseignements issus des actions menées dans les régions.

Les prestations attendues dans ce lot couvrent deux grands volets complémentaires :

- Pilotage et consolidation des actions régionales ;
 - Collecter et analyser les données et bilans transmis par les prestataires des marchés régionaux ;
 - Élaborer des bilans annuels nationaux valorisant les principales tendances, résultats et retours d'expérience ;
 - Identifier et partager avec les régions les bonnes pratiques issues des territoires, notamment sur les thématiques prioritaires (changement de comportement, tarification incitative, gestion des REP, tri à la source des biodéchets, prévention des déchets, délimitation du service public, etc.) ;
 - Production d'études, de supports et d'analyses thématiques ;
 - Réaliser des études à partir des données issues des Matrices des coûts ou de l'observation nationale (SINOE®, enquêtes collecte/traitement, etc.) ;
 - Concevoir et mettre en forme des supports de communication et de diffusion (fiches, présentations, synthèses, infographies) dans le respect de la charte graphique ADEME ;
 - Participer, en lien avec l'ADEME, à la promotion et à la valorisation du dispositif (relayer les informations et actualités des autres marchés (formations, référentiels par exemple) ;
 - Contribuer à la production de ressources destinées aux collectivités, partenaires institutionnels et acteurs de la filière.
- Animation et diffusion nationale
 - Organiser et animer des réunions d'échanges interrégionales par différents sous-groupes, permettant de croiser les retours de terrain, de créer un lieu d'échange de bonnes pratiques et de diffuser les enseignements clés ;
 - Faciliter la circulation de l'information entre les différents échelons du dispositif (collectivités, directions régionales, BE partenaires en région) ;
 - Contribuer à l'harmonisation des messages et à la cohérence technique et méthodologique des accompagnements.

Le prestataire retenu sur le lot 1 travaillera en étroite collaboration avec le Service Valorisation Déchets de l'ADEME et assurera un rôle d'interface nationale entre les différents marchés du dispositif (formation, validation, référentiel, accompagnement régional, outils numériques).

Ce lot a donc une vocation stratégique et intégratrice avec le Service Valorisation des Déchets, il garantit la qualité, la continuité et la visibilité du dispositif à l’échelle nationale, tout en nourrissant la réflexion collective sur ses évolutions futures (refonte de SINOE®, mise à jour du guide méthodologique, amélioration des outils et procédures).

Lors du précédent accord-cadre, le Lot 1 était principalement orienté vers l’animation d’événements nationaux et interrégionaux, constituant le cœur visible du dispositif. Pour ce nouveau marché, l’ambition est d’aller plus loin : il s’agit désormais de capitaliser les connaissances, de favoriser le partage d’expériences entre territoires.

Le titulaire devra contribuer à comprendre les écarts observés entre régions, notamment en matière de taux de remplissage des matrices, afin d’identifier les facteurs explicatifs locaux (organisation, moyens humains, maturité du dispositif, contexte institutionnel) et de permettre à l’ADEME de définir des actions ciblées pour accompagner les territoires les plus en difficulté.

Ce lot doit ainsi devenir **un espace vivant de dialogue et de mutualisation**, favorisant les échanges croisés entre experts, animateurs régionaux et collectivités, dans une logique de co-apprentissage et d’amélioration continue du service public de prévention et de gestion des déchets.

Organisation

Une réunion de suivi bimestriel sera organisée tout au long du marché. Elles permettront de suivre l’avancement des prestations prévues au marché, d’ajuster la planification des actions en fonction des besoins identifiés et de garantir la cohérence d’ensemble du dispositif.

Etat de situation 2024

Sous-groupes	Printemps	Automne
CA/CU	3 visios 44 collectivités 50 personnes	1 visio - 1 présentiel 21 collectivités 26 personnes
TOURISTIQUE	2 visios 24 collectivités 30 personnes	2 visios - 2 présentiels 31 collectivités 41 personnes
METROPOLE/EPT	1 visio 11 collectivités 13 personnes	1 présentiel 9 collectivités 13 personnes
SYNDICAT TRAITEMENT	-	1 visio 30 collectivités 52 personnes
Total	6 79 collectivités 93 personnes	8 91 collectivités 132 personnes

Chiffres clés 2024

- 14 événements organisés sur l’année, combinant ateliers en ligne, rencontres interrégionales et séminaires thématiques ;

- 170 collectivités participantes, représentant environ 225 personnes au total ;
- Parmi les collectivités ayant participé aux rencontres du printemps, 30 % ont repris part aux événements d'automne, traduisant une fidélisation croissante des participants ;
- 34 nouvelles collectivités ont rejoint la dynamique au second semestre, hors syndicats de traitement, confirmant l'élargissement progressif du réseau.

Code Prix

Code prix	Désignation
1	Réalisation des bilans annuels nationaux des animations autour de la Matrice des coûts
2	Réalisation d'études et supports d'analyse
3	Organisation de réunions nationales d'échange
4	Animation de réunions nationales d'échanges
5	Frais de déplacement en hexagone

2.6.1.1. Code prix 1 : réalisation des bilans annuels nationaux des animations autour de la Matrice des coûts

Objectif

Établir, chaque année, un bilan consolidé des actions d'accompagnement et d'animation réalisées sur l'ensemble du territoire par les prestataires des marchés régionaux, afin de dégager une vision nationale des dynamiques, tendances et résultats obtenus.

Prestations attendues

Collecter les bilans transmis par les prestataires régionaux et, le cas échéant, par les syndicats de traitement porteurs de démarches locales.

Analyser les résultats par type d'action (remplissage, accompagnements, animations, restitutions, études).

Mettre en évidence les tendances nationales, les points de vigilance et les enseignements transversaux.

Livrables

Un rapport annuel synthétique (Word ou PowerPoint) comprenant une analyse des réalisations, des indicateurs de suivi, des graphiques de répartition et des éléments d'interprétation.

Le rapport devra être transmis à l'ADEME en début d'année N+1.

Modalités d'achats

Le code prix 1 sera décompté à 1 pour un bilan annuel rédigé.

2.6.1.2. Code prix 2 : Réalisation d'études et supports d'analyse

Objectif

Produire des supports d'analyse et de valorisation destinés à diffuser les enseignements du dispositif et à appuyer les acteurs locaux dans leur appropriation de la Matrice des coûts.

Prestations attendues

- Réaliser des études ponctuelles sur les performances et coûts des services déchets, à partir des données issues des matrices et du référentiel national.
- Produire un document de capitalisation rassemblant les bonnes pratiques en termes d'optimisation du SPPGD identifiées dans les différents territoires classés par typologie, avec des indicateurs clés, qui servira comme outil de référence pratique aux bureaux d'études régionaux.
- Concevoir des supports graphiques et visuels pour la communication externe (diaporamas, infographies, fiches "Faits & chiffres").
- Assurer la mise en forme des documents selon la charte graphique ADEME et garantir leur lisibilité en fonction du public cible (techniciens, élus, partenaires institutionnels).

Livrables

Documents au format modifiable (Word, Excel, PowerPoint) accompagnés, le cas échéant, de jeux de données ou de fichiers sources validés par l'ADEME avant diffusion.

Modalités d'achats

Le code prix 2 sera décompté par jour travaillé sur une étude.

2.6.1.3. Code prix 3 : Organisation de réunions nationales d'échange

Objectif

Assurer la planification, la coordination logistique et la communication des rencontres nationales ou interrégionales entre collectivités de même typologie, afin de favoriser le partage d'expériences et la diffusion des bonnes pratiques en matière de pilotage des coûts et de performance du service public de gestion des déchets (SPGD).

Contexte et finalité

Les animations régionales permettent de traiter des sujets spécifiques à chaque territoire. Les rencontres nationales quant à elles, visent à aborder des enjeux plus transversaux et stratégiques, en réunissant des collectivités partageant des caractéristiques similaires et confrontées à des problématiques communes.

Quatre groupes cibles sont actuellement constitués :

- o Métropoles,
- o Communautés urbaines et communautés d'agglomération,
- o Collectivités touristiques,
- o Syndicats de traitement.

Ces espaces d'échange entre "pairs" répondent à un besoin d'analyse approfondie et de comparaison entre structures souvent peu représentées à l'échelle régionale. Ils favorisent la cohérence des pratiques, la diffusion de retours d'expérience et le partage d'indicateurs nationaux.

Évolutions attendues dans le cadre du nouveau marché :

La précédente programmation prévoyait trois réunions par groupe et par an, principalement en visioconférence et une en présentiel.

Ce rythme s'est révélé trop dense et a parfois limité la participation.

Le nouvel accord-cadre vise à réduire la fréquence tout en renforçant la qualité et l'impact des échanges.

Il est désormais envisagé d'organiser une à deux rencontres par groupe et par an, privilégiant le présentiel à Paris, afin de renforcer la dynamique collective, la visibilité du réseau et la collaboration interrégionale.

Une attention particulière sera portée à la redynamisation des groupes, notamment :

- Le groupe Métropoles, dont la dynamique actuelle sera maintenue et amplifiée ;
- Le groupe Syndicats de traitement, essentiel pour rappeler leur rôle dans le remplissage de la matrice et dans la structuration des démarches locales d'optimisation des coûts.

Prestations attendues

- Planifier les dates et thématiques en lien avec l'ADEME nationale ;
- Gérer la logistique des réunions (invitations, relances, inscriptions, réservation de salles et restauration¹ si besoin) ;
- Préparer les supports d'invitation et de diffusion des informations ;
- Tenir à jour la liste des participants et les bilans de participation ;
- Contribuer à l'évaluation de la dynamique des groupes et proposer des pistes d'amélioration.

Livrables

- Calendrier prévisionnel annuel des rencontres validées par l'ADEME et un dimensionnement du nombre de jours pour les organiser ;
- Tableau de suivi des inscriptions ;
- Compte rendu synthétique post-événement (logistique, participation, suggestions d'évolution).

Modalités d'achats

Le code prix 3 sera décompté par jour travaillé sur l'organisation des animations (en présentiel et aussi les sessions à distance).

2.6.1.4. Code prix 4 : Animation de réunions nationales d'échanges

Objectif

Assurer l'animation technique et pédagogique des réunions nationales ou interrégionales autour de la matrice des coûts, des retours d'expérience et des pistes d'optimisation des services déchets.

Prestations attendues

Préparer les contenus et supports de présentation en lien avec l'ADEME.

Animer les échanges, en favorisant la participation active des intervenants et la mutualisation des expériences.

Identifier et restituer les enseignements clés, exemples inspirants et facteurs de réussite.

Mettre à disposition les supports et synthèses après chaque réunion.

Livrables

Présentation PowerPoint validée par l'ADEME avant diffusion.

Compte rendu synthétique de la réunion (sujets abordés, points saillants, enseignements).

Modalités d'achats

Le code prix 4 est exprimé en tarif journalier. Il sera décompté à 1 pour une journée complète d'animation, et à 0,5 pour une demi-journée ou une session à distance

¹ La location des salles sera prise en charge par l'ADEME

2.6.1.5. Code prix 5 : Frais de déplacement en hexagone

Objectif

Couvrir les frais liés aux déplacements du ou des intervenants en métropole pour la réalisation des prestations du lot 1 (animation, restitution, coordination).

Modalités d'achats

Un code prix est décompté par déplacement effectivement réalisé dans le cadre d'une prestation en présentiel pour une personne.

Le montant inclut les frais de transport, hébergement et restauration, ainsi que le temps de déplacement associé.

2.6.2. Lots 2 à 8 par secteur géographique

Les lots 2 à 8 visent à poursuivre, à l'échelle régionale ou interrégionale dans le cadre où un titulaire de plusieurs régions, l'animation et l'accompagnement des collectivités autour de la matrice des coûts du service public de prévention et de gestion des déchets (SPPGD).

Ils constituent le cœur opérationnel du dispositif national porté par l'ADEME, en assurant la mise en œuvre locale des actions d'appui, de suivi et de valorisation des données.

Chaque direction régionale de l'ADEME assurera le pilotage du ou des marchés subséquents correspondant à son territoire, avec l'appui technique du Service Valorisation Déchets.

Les prestations attendues s'inscrivent dans la continuité des précédents marchés régionaux (2022–2025) tout en intégrant les évolutions liées à la refonte de l'outil SINOE®, à la mise à jour du guide méthodologique, et à la montée en autonomie progressive des collectivités pour le remplissage et l'exploitation de leurs Matrices des coûts.

Les prestations suivront un rythme annuel structuré en deux grandes séquences complémentaires :

- De mars à juillet : période de remplissage et de consolidation des matrices des coûts (saisie, vérification, accompagnement des collectivités) ;
- De septembre à février : période consacrée à l'analyse des résultats, à l'animation de réunions techniques et aux restitutions aux élus.

Les prestations des lots régionaux visent à :

- Accompagner la montée en compétence des agents des collectivités sur le remplissage et l'analyse de leur Matrice des coûts ;
- Consolider la fiabilité et la comparabilité des données saisies sous SINOE®, dans un contexte d'évolution méthodologique et numérique ;
- Favoriser l'appropriation et l'exploitation des résultats par les techniciens et les élus, pour alimenter les réflexions locales sur l'optimisation du service déchets ;
- Soutenir les démarches collectives et partenariales, en mobilisant notamment les syndicats de traitement et en s'appuyant sur les observatoires régionaux des déchets ;
- Valoriser les retours d'expérience et encourager le partage de bonnes pratiques entre territoires ;
- Accompagner la transition des collectivités vers SINOE® v3 : compréhension des nouvelles fonctionnalités, des cadres de saisie et de la méthode de consolidation des données entre les enquêtes.

Il est attendu du titulaire qu'il fasse preuve d'une autonomie opérationnelle et d'une forte capacité d'initiative, tout en veillant à obtenir les validations de l'ADEME sur les livrables clés.

Les retours terrain jugés pertinents devront être transmis régulièrement à l'ADEME afin d'alimenter les réflexions régionales et nationales et d'enrichir la capitalisation collective.

Tous les documents, supports et livrables produits dans le cadre du marché devront respecter la charte graphique ADEME en vigueur et être remis dans des formats entièrement compatibles avec les outils bureautiques Office 365 (Word, Excel, PowerPoint).

Évolutions attendues dans le cadre du nouveau marché :

Le nouveau marché 2026-2030 marque une évolution du positionnement des prestations régionales :

- **Le remplissage de matrices à la place des collectivités devient ponctuel et ciblé**, au profit d'un accompagnement renforcé et d'une responsabilisation accrue des agents. L'objectif n'est plus

uniquement de “faire remplir les matrices”, mais bien d’ancrer **la matrice des coûts comme un outil de pilotage stratégique et durable pour les collectivités.**

- **Les actions d’accompagnement individuel et collectif sont recentrées sur la montée en compétence et la maîtrise des outils.**
- Les restitutions aux élus et les animations thématiques sont valorisées comme leviers de diffusion et d’appropriation des résultats.

Cette évolution vise à sortir d’une approche en silos pour **établir une vision globale du service public de gestion des déchets, croisant les flux physiques (tonnages, filières, exutoires) et les flux économiques (coûts, financements).**

À travers cette harmonisation, l’ADEME souhaite renforcer la qualité et la fiabilité de l’observation nationale, tout en permettant aux collectivités de mieux piloter leurs performances à partir d’une vision complète, combinant flux et coûts.

[Un centre de ressources](#) a été mis en ligne en début d’année pour faciliter le suivi des dernières nouvelles liés à la refonte de SINOE®, l’ADEME vous invite à joindre la communauté pour ne pas rater aucune information.

Périmètre des lots

Les lots 2 à 8 sont tous structurés de la même manière et couvrent l’ensemble du territoire national selon le découpage suivant :

Lots	Intitulé du lot
1	National
2	Bourgogne Franche Comté, Grand Est
3	Bretagne, Normandie, Pays de la Loire
4	Centre Val de Loire, Hauts de France, IDF
5	Nouvelle Aquitaine, Occitanie
6	Provence Alpes Côte d’Azur, Auvergne Rhône-Alpes
7	Martinique – Guadeloupe - Réunion – Mayotte - Guyane
8	Polynésie Française, Nouvelle Calédonie

Seul les codes prix liés aux déplacements (n°13 à 23) varient entre les marchés – entre la métropole (lots 2 à 6) et les DROM-COM (lots 7 et 8).

Chaque direction régionale de l’ADEME adaptera les modalités de mise en œuvre selon les spécificités de son territoire, tout en respectant le cadre et les exigences du présent accord-cadre.

Les codes prix

Les prestations des lots régionaux sont déclinées en plusieurs codes prix, correspondant chacun à une typologie précise d’intervention (remplissage, accompagnement, animation, restitution, études, déplacements, etc.).

À noter que l’absence de certains numéros de codes prix dans la présente liste n’est pas une erreur : elle résulte du fait que certains codes étaient utilisés dans les précédents accords-cadres mais n’ont pas été reconduits dans cette nouvelle version.

De même, des changements d’intitulés ou de périmètre ont pu être opérés sur certains codes maintenus, notamment les codes prix 17, 22 et 23, relatifs aux frais de déplacement et d’intervention sur le terrain.

Evolution et adaptation des codes prix du nouveau marché :

La structure des codes prix a été révisée pour tenir compte des évolutions du dispositif national autour de la Matrice des coûts et des nouveaux besoins des collectivités.

Ces ajustements traduisent la volonté de l'ADEME de faire évoluer la nature des prestations, en cohérence avec la phase actuelle de maturité du dispositif.

- Ainsi :
- Les codes prix ont été recentrés sur l'exploitation, l'analyse et la valorisation des données, plutôt que sur le seul remplissage.
 - Le remplissage des matrices par le prestataire reste possible mais devient plus encadré et ponctuel, compte tenu du taux de remplissage désormais élevé sur la majorité des territoires.
 - Les code prix 1 et 2 seront donc mobilisés de façon limitée, prioritairement dans les régions ou les territoires où le taux de remplissage par les collectivités demeure faible.
 - Une attention particulière est portée aux prestations d'accompagnement individuel et collectif, à la restitution des résultats et à la production d'analyses territoriales, afin de renforcer la dimension décisionnelle et stratégique de la Matrice des coûts.

Code prix	Désignation
A	Rapport de fin de mission
1	Remplissage de matrice par le prestataire
2	Accompagnement individuel au remplissage
4	Accompagnement collectif au remplissage
5	Animation de réunion d'échanges
6	Accompagnement à l'interprétation des données
8	Animation de réunion de restitution
10	Relances téléphoniques
11	Suivi de la prestation
13	Frais de déplacement dans l'hexagone
14	Frais de déplacement Guyane
15	Frais de déplacement Martinique
16	Frais de déplacement La Réunion
18	Frais de déplacement Guadeloupe
19	Frais de déplacement Polynésie française
20	Frais de déplacement Nouvelle-Calédonie
21	Frais de déplacement entre la Martinique et la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane ou la Guadeloupe et la Guyane
22	Frais de déplacement inter-îles
23	Frais de séjour DROM-COM
24	Prestation d'études complémentaires

2.6.2.1. Code prix A : Rapport de fin de mission

Objectif

Rédaction d'un rapport de fin de mission synthétisant l'ensemble des actions menées dans le cadre du marché, les résultats obtenus, les difficultés rencontrées et les enseignements à retenir pour la suite du dispositif
Connaissance des coûts.

Contenu

Le rapport devra notamment inclure :

- Un bilan quantitatif des prestations réalisées (accompagnements, réunions, matrices saisies, taux de remplissage, etc.) ;
- Une analyse qualitative des résultats obtenus et des retours des collectivités ;
- L'identification des bonnes pratiques et des freins récurrents observés ;
- Des recommandations opérationnelles pour les futures campagnes de saisie ou d'animation ;
- Le cas échéant, une synthèse financière du marché et des prestations décomptées.

Le rapport devra être présenté sous un format homogène validé par l'ADEME, et accompagné d'un support de restitution (diaporama synthétique) pour présentation orale.

Livrables

- Rapport complet (Word ou PDF, 15–25 pages maximum) ;
- Synthèse exécutive (2–3 pages) ;
- Support PowerPoint de restitution.

Tous les livrables respecteront la charte graphique ADEME et seront transmis en formats ouverts (Office 365).

Modalités

Le code prix A est décompté à l'unité, par rapport de fin de mission validé par l'ADEME. Il est facturable en fin de marché après remise et validation du rapport final.

2.6.2.2. Code prix 1 : Remplissage de la Matrice des coûts par le prestataire

Objectif

Assurer, de manière ciblée et complémentaire à l'accompagnement des collectivités, le remplissage complet et conforme de certaines matrices des coûts, dans les territoires où la saisie ne peut être effectuée directement par les collectivités.

Contexte et finalité

Ce code prix correspond à une prestation désormais encadrée et limitée, mobilisée uniquement lorsque :

- La collectivité n'a pas la capacité technique ou organisationnelle d'effectuer la saisie elle-même ;
- Le niveau de remplissage régional reste insuffisant pour garantir une observation représentative ;
- Un besoin de fiabilisation ou de rattrapage a été identifié par la direction régionale de l'ADEME.

Le taux global de remplissage national ayant fortement progressé, le recours à cette prestation a vocation à diminuer au fil du marché, au profit d'un accompagnement direct vers l'autonomie des collectivités dans la saisie et la validation de leurs matrices. Mais compte-tenu du turnover (estimée à 20%) au sein des collectivités, ce code prix perdurera.

Prestations attendues

Le prestataire devra :

- Collecter les informations nécessaires auprès de la collectivité (données techniques, comptables, organisationnelles, clés de répartition, etc.) ;
- Renseigner la matrice des coûts conformément aux règles méthodologiques actualisées (guide méthodologique, version en vigueur) et au cadre SINOE® v3 ;
- Procéder à la vérification de la cohérence et de l'exhaustivité des données saisies ;
- S'assurer que la collectivité valide la matrice saisie avant demande de validation sur SINOE® ;

- Documenter les hypothèses, les choix de répartition et les éventuelles difficultés rencontrées, dans une logique de traçabilité et d'amélioration continue.

Modalités

Décompte à l'unité : 1 code prix 1 par matrice réalisée.

Cas complexes (ex. grandes régions) soumis à validation préalable de l'ADEME.

En fin de marché, les matrices inachevées pour cause de données manquantes pourront faire l'objet d'un paiement partiel, après examen par l'ADEME.

2.6.2.3. Code prix 2 : Accompagnement individuel au remplissage de la Matrice des coûts

Objectif

Fournir un accompagnement individualisé et renforcé aux collectivités qui n'ont jamais utilisé la Matrice des coûts ou qui ne disposent pas de ressources nécessaires pour suivre un accompagnement collectif, afin de leur permettre d'entrer dans le dispositif et de remplir leur première matrice (dérogation possible pour une collectivité en manque de moyens) en autonomie accompagnée.

Contexte et finalité

Ce code prix correspond à une prestation exceptionnelle et ponctuelle, destinée à soutenir les collectivités non initiées ou en difficulté structurelle dans la compréhension et la mise en œuvre du dispositif.

Il s'adresse principalement à des collectivités :

- N'ayant jamais renseignée la Matrice des coûts
- Ou rencontrant des obstacles techniques, humains ou organisationnelles rendant impossible un accompagnement collectif

L'objectif est de faciliter leur intégration dans le dispositif national et de leur permettre de disposer d'une première matrice complète et exploitable, tout en amorçant une montée en compétence vers une autonomie future.

Cet accompagnement constitue un appui de transition : il ne doit pas se substituer durablement à la responsabilité de la collectivité, mais lui donner les moyens de rejoindre ensuite les dispositifs collectifs d'animation régionale.

Ce code prix peut également servir pour aider syndicat de traitement dans l'élaboration de son cadre de décomposition.

Prestations attendues

Le prestataire devra :

- Établir un diagnostic initial du niveau de connaissance de la collectivité sur la Matrice des coûts et ses données disponibles ;
- Présenter le dispositif national et les outils associés (SINOE®, guide méthodologique, ressources ADEME) ;
- Accompagner la collectivité dans le repérage et la structuration des données nécessaires au remplissage ;
- Expliquer les principes de saisie, de clés de répartition et de validation ;
- Assister la collectivité dans la première saisie de la matrice, tout en veillant à ce que celle-ci reste actrice du processus ;
- Proposer un plan d'autonomisation (formation complémentaire, participation à un groupe régional, appui ponctuel futur, etc.) ;

- Rendre compte à l'ADEME régionale de l'état d'avancement et des perspectives d'autonomie.

Livrables

Fiche d'intervention détaillant :

- Le profil de la collectivité
- La situation initiale
- Le niveau d'autonomie
- Pour un syndicat de traitement : son cadre de décomposition des coûts de traitement (charges et produits séparés si possible) par flux de déchets, pour intégration dans leurs Matrices de coûts.

Modalités

Le code prix 2 est décompté par demi-journée de travail effectif consacrée à l'accompagnement de la collectivité.

Un même code prix pourra couvrir plusieurs collectivités, lorsque chacune nécessite un appui limité (inférieur à une demi-journée).

À l'inverse, certaines collectivités pourront mobiliser plusieurs codes prix 2 en fonction de la complexité de leur situation ou de leur niveau d'autonomie.

Le prestataire devra informer l'ADEME dès qu'un accompagnement dépasse deux codes prix 2 pour une même collectivité, en précisant :

- S'il s'agit d'un besoin ponctuel, par exemple dans le cadre d'un appui spécifique (mise en place d'une comptabilité analytique selon la méthode *ComptaCoût®*) ;
- Ou d'un besoin récurrent, auquel cas la collectivité pourra être orientée vers une prestation dédiée hors accord-cadre.

2.6.2.4. Code prix 4 : Accompagnement collectif au remplissage de la Matrice des coûts

Objectif

Organiser et animer, à l'échelle régionale ou départementale, des sessions collectives d'accompagnement au remplissage de la Matrice des coûts, destinées aux collectivités autonomes ou semi-autonomes, afin de garantir la complétude, la fiabilité et la cohérence des données saisies, tout en amorçant leur appropriation des résultats.

Contexte et finalité

Les ateliers collectifs constituent le principal levier d'action mutualisé pour soutenir les collectivités dans la réalisation de leurs matrices. Ils s'inscrivent dans la dynamique régionale d'animation du dispositif et dans l'évolution vers une observation intégrée des flux et des coûts via SINOE® v3.

Ils poursuivent une double finalité :

- Assurer la qualité, la cohérence et l'harmonisation des pratiques de saisie entre les modules « Collecte », « Traitement » et « Coûts » ;
- Pour les collectivités plus à l'aise avec l'exercice, les préparer à exploiter leurs données en introduisant les premiers éléments d'analyse (ratios, postes de coûts, poids relatifs, comparaisons).

Ces sessions offrent aux agents un temps dédié pour avancer efficacement sur leur matrice, clarifier les étapes méthodologiques, bénéficier de réponses immédiates à leurs questions et mutualiser les retours d'expérience.

L'expérience opérationnelle montre que :

- Le présentiel favorise fortement les interactions, l'entraide et l'efficacité pédagogique ;

- Un animateur peut accompagner efficacement jusqu'à 4 collectivités en présentiel ; au-delà, un second animateur est requis ;
- Le distanciel répond aux besoins de flexibilité des collectivités autonomes, tout en impliquant une animation renforcée pour maintenir la dynamique collective ;
- L'organisation de sessions dans les locaux de syndicats de traitement, lorsque cela est pertinent, favorise la qualité du remplissage des matrices et contribue à renforcer la transparence et la compréhension mutuelle entre collectivités adhérentes et syndicats.

Prestations

Le prestataire assure l'organisation, la préparation et l'animation complète des sessions collectives. À ce titre, il devra être en chargé de :

L'organisation et logistique :

- Proposer un calendrier annuel d'ateliers, en concertation avec la direction régionale de l'ADEME et les partenaires concernés ;
- Identifier des collectivités hôtes pour les sessions en présentiel ;
- Ouvrir et gérer les inscriptions, relances et ajustements de calendrier (annulation, ajout ou dédoublement de sessions) ;
- Coordonner les aspects matériels au bon déroulement des ateliers.

L'animation technique et pédagogique :

- Regrouper les collectivités selon des profils homogènes pour favoriser les échanges ;
- Animer les sessions en combinant appui méthodologique, démonstrations, travail pratique sur SINOE® et vérification en direct des saisies ;
- Accompagner la recherche, la structuration et la validation des données nécessaires ;
- Répondre aux questions techniques et méthodologiques ;
- Présenter les évolutions des outils ADEME, tutoriels et nouveautés SINOE®.

Instaurer une dynamique collective :

- Instaurer un cadre propice à l'entraide et à l'apprentissage ;
- Identifier les blocages communs et proposer des solutions mutualisées ;
- Valoriser les enseignements de session et amorcer une première lecture collective des résultats ;
- Assurer la fluidité des sessions en présentiel comme en distanciel, y compris la gestion des participations partielles ;
- Pour les collectivités les plus expérimentées, entamer un échange sur la valorisation en fin de session où l'on aborde les enseignements et tendances observées, afin d'amorcer une première lecture collective des résultats (répartition des coûts, poids des flux, leviers d'optimisation identifiés).

Livrables

Selon les besoins exprimés par la direction régionale :

- Liste des participants (nom, collectivité, fonction) ;
- Supports pédagogiques conformes à la charte ADEME ;
- Compte rendu synthétique des sessions si demandé.

Modalités

- Le Code prix 4 est décompté par journée d'animateur.
- Une demi-journée à distance animée par un animateur sera décomptée 0.5 code prix 4.

- En présentiel, lorsque plus de 4 collectivités participent à une session, la présence d'un second animateur est requise : 2 codes prix 4 seront alors décomptés pour la journée concernée.

2.6.2.5. Code prix 5 : Animation de réunions d'échanges

Objectif

Animer des réunions thématiques, techniques visant à favoriser les échanges, l'analyse collective et la compréhension des coûts issus des matrices. Ces animations constituent un temps fort de restitution et de dialogue entre acteurs d'un même territoire ou interrégionale pour les lots concernés, permettant d'interpréter collectivement les données, de partager les pratiques et d'identifier des pistes d'optimisation du service public de gestion des déchets.

Contexte et finalité

Le prestataire devra :

- Proposer, en lien avec l'ADEME régionale, un programme annuel de réunions thématiques à l'automne-hiver, adapté aux besoins du territoire et aux priorités du moment ;
- Produire, après chaque réunion, une synthèse claire et exploitable, intégrant les principaux constats, exemples d'initiatives et recommandations opérationnelles.

Les réunions incluront :

- Une présentation synthétique des données des collectivités participantes (caractéristiques, ratios kg/hab., coûts aidés – tous flux et par flux, voire plus de détail selon le niveau d'analyse recherché) ;
- Des temps d'échanges et de co-analyse entre participants, appuyés sur les résultats SINOE® et les retours d'expérience ;
- Une mise en perspective des données par rapport aux moyennes régionales ou nationales, permettant d'identifier les marges de progrès ;
- La présentation de bonnes pratiques ou de pistes d'action issues d'autres territoires ;
- La possibilité d'aborder des thématiques ciblées (déchets non ménagers, coûts des déchèteries, impact des REP, tri à la source des biodéchets, tarification incitative, etc.).

Pour garantir la qualité des échanges, la présentation des données sera préparée en amont à partir des exports disponibles sur SINOE®, puis affinée en séance par un éventuel second animateur lors des temps d'intervention. Les futurs exports SINOE® v3 faciliteront considérablement cette phase préparatoire.

Prestations

- Les réunions se tiendront en présentiel (format journée complète) ou à distance (format demi-journée).
- Chaque séance réunira en moyenne 5 à 10 collectivités, selon la thématique et la densité territoriale.
- Les supports d'animation devront être conformes à la charte graphique ADEME et transmis à l'issue de la prestation.

Les candidats sont invités à indiquer :

- Dans quelle mesure ils envisagent de mobiliser deux animateurs par réunion (par exemple selon le nombre de participants, la complexité des données ou la thématique abordée) ;
- Ou si, avec si avec la méthode d'animation employée, il leur paraît possible d'animer une réunion de 6 à 10 collectivités avec un seul animateur. Ils pourront également proposer des sujets complémentaires pertinents pour enrichir les discussions (analyse comparative, retour d'expérience, nouveaux leviers de performance, etc.).

Cas particulier : réunions avec les syndicats de traitement

Lorsque les réunions concernent spécifiquement les syndicats de traitement, elles doivent également viser à renforcer leur adhésion au dispositif et leur mobilisation dans la dynamique régionale.

Leur rôle structurant dans la collecte, la fiabilité des données et l'animation territoriale les positionne comme acteurs clés du dispositif Connaissance des coûts. Dans ce cas, les supports d'animation produits pour la séance (présentation, diaporama, synthèse graphique) feront office de fiches d'analyse synthétique, permettant de capitaliser les enseignements sans créer de livrables supplémentaires.

Livrables

- Programme de la réunion (thème, objectifs, public cible).
- Support de présentation conforme à la charte graphique ADEME.
- Liste des participants (nom, collectivité, fonction).
- Compte rendu synthétique ou support d'analyse intégré.
- Pour les réunions syndicats : support d'animation = livrable de capitalisation.

Tous les documents seront fournis en formats ouverts (Word, PowerPoint, Excel Office 365).

Modalités

- Le Code prix 5 est décompté par journée d'animateur.
- Une animation d'une demi-journée à distance sera décomptée 0,5 code prix 5.
- Le tarif inclut la préparation, l'animation et la remise des supports.
- Les déplacements éventuels sont rémunérés via les codes prix déplacements.
- En présentiel, lorsque plus de 5 collectivités participent à une session, la présence d'un second animateur peut être requis : 2 codes prix 5 seront alors décomptés pour la journée concernée.

2.6.2.6. Code prix 6 : Accompagnement à l'interprétation des données Matrice

Objectif

Permettre aux collectivités de comprendre, interpréter et exploiter leurs données Matrice après validation, afin de transformer les résultats en outil opérationnel de pilotage, d'identification de leviers d'optimisation et d'aide à la décision stratégique.

Contexte et finalité

Dans le cadre du nouvel accord-cadre 2026–2028, l'ADEME souhaite renforcer l'usage effectif de la Matrice des coûts par les collectivités, non plus uniquement comme un outil de saisie ou de reporting, mais comme un levier d'analyse, de performance et de décision publique.

Cette prestation vient combler un besoin important identifié dans le précédent marché : l'absence d'un cadre dédié au travail post-validation, notamment pour :

- Répondre aux questions d'analyse exprimées par les techniciens,
- Accompagner la lecture des résultats,
- Identifier les marges d'optimisation du SPPGD,
- Aider à articuler les flux physiques (tonnages, filières, exutoires) et les flux économiques (coûts, financements).

L'objectif final est de permettre aux collectivités de :

- S'approprier leurs indicateurs de coûts et de performance,
- Mettre en cohérence flux et coûts,
- Situer leurs résultats (région, typologie, moyennes nationales),
- Identifier les leviers d'action (organisationnels, contractuels, techniques),
- Intégrer progressivement la matrice comme outil décisionnel durable du service public de gestion des déchets.

Prestations

Le prestataire accompagne les collectivités en travaillant directement sur leurs résultats, validés dans SINOE® v3 :

- Analyse et explication des principaux postes de coûts et flux associés (collecte, traitement, déchèteries, prévention, administration).
- Mise en perspective des résultats de la collectivité :
 - Comparaison avec des profils similaires,
 - Analyse des écarts,
 - Mise en évidence de facteurs explicatifs (organisation, densité, filières, modes de gestion).
- Identification des marges de progrès et pistes d'optimisation du SPPGD (mutualisation, ajustements contractuels, révision organisationnelle, leviers REP, tri à la source, déchèteries, etc.).
- Explication du lien entre choix organisationnels, impacts budgétaires et performance environnementale.
- Travail sur la lecture intégrée flux/coûts, conformément à la nouvelle approche harmonisée du dispositif national.
- Réponses aux questions techniques ou méthodologiques post-validation.
- Préparation de la collectivité à la restitution aux élus (en articulation avec le code prix 8).

Livrables

- Supports de présentation (PowerPoint ou équivalent), conformes à la charte graphique ADEME et compatibles Office 365 contenant les analyses, comparaisons pertinentes, premières pistes d'action ;
- Liste des participants et compte rendu synthétique de l'échange.

Modalités

Le code prix 6 est décompté par demi-journée de travail effectif, incluant :

- Préparation de l'analyse,
- Réunion(s) avec la collectivité,
- Finalisation des supports et du compte rendu.

La prestation peut se dérouler :

- En présentiel (demi-journée ou journée : 1 ou 2 unités),
- Ou en distanciel (format demi-journée : 1 unité).

2.6.2.7. Code prix 8 : Animations de réunions de restitution

Objectif

Renforcer la compréhension et l'implication des élus dans la démarche de suivi et d'optimisation du SPPGD, à travers la production de supports de restitution adaptés et l'organisation de séances de présentation ciblées, à des échelles pertinentes (collectivité, syndicat, département ou région).

Contexte et finalité

Ce code prix vise à redonner toute sa place au regard politique dans la gouvernance du dispositif de la Matrice des coûts. Les données produites par les collectivités n'ont de valeur que si elles sont appropriées et mobilisées par les décideurs dans les choix stratégiques et budgétaires locaux.

Le SPPGD constitue, pour la majorité des collectivités, l'un des premiers postes de dépenses de fonctionnement. La compréhension fine de sa structure de coûts et de ses leviers d'optimisation représente donc un enjeu majeur de bonne gestion, mais aussi de transition écologique.

Or, les restitutions aux élus ont souvent souffert d'une image trop technique, peu adaptée aux contraintes de temps et aux centres d'intérêt de ce public. Dans l'accord cadre actuel, les régions faisant appel à cette

prestation atteignent entre 20% et 40% les élus de leurs régions. Nous voudrions continuer à propulser cette dynamique.

Le présent marché vise à réinventer cette communication autour des coûts et des performances déchets, en adoptant une approche à la fois pédagogique, sociologique et environnementale.

Approche proposée :

Le prestataire devra contribuer à la redynamisation de la communication auprès des élus, à travers deux leviers complémentaires :

1. Création d'une lettre-type à destination des élus
 - Support synthétique et attractif (1 à 2 pages) rappelant :
 - Les objectifs nationaux de la Matrice des coûts et leur utilité pour la collectivité ;
 - Les grands enseignements du SPPGD local (structure de coûts, leviers d'optimisation, marges de progrès) ;
 - Et surtout les enjeux environnementaux et sociétaux :
 - Cette fiche servira d'outil d'introduction et de support de communication avant la tenue d'une restitution orale.
2. Organisation de restitutions orales
 - À des échelles adaptées : collectivité, syndicat de traitement, département ou région, selon les contextes.
 - En comité restreint (élus référents déchets, vice-présidents, présidents de syndicats) pour favoriser l'interaction et le débat.
 - Présentation des principaux indicateurs, des comparaisons territoriales et des leviers identifiés, sous un angle clair, concret et porteur de sens.
 - Possibilité d'appuyer la restitution par des supports visuels attractifs (infographies, graphiques simplifiés, cartes interactives).
 - L'accent doit être mis sur la traduction des données en décisions, et sur la mise en perspective entre performance environnementale, maîtrise budgétaire et adhésion citoyenne.

Prestations

- Rédiger et mettre en page la fiche "élu" selon la charte graphique ADEME ;
- Concevoir les supports de restitution orale (PowerPoint, synthèse visuelle) ;
- Organiser, en lien avec l'ADEME régionale, les restitutions à une échelle pertinente ;
- Animer les présentations en adoptant un ton accessible et fédérateur, centré sur les enjeux et les leviers d'action ;
- Transmettre à l'ADEME un retour synthétique sur la réception des élus et les recommandations pour renforcer leur engagement futur

Livrables

- Fiche/Lettre "élu" validée par la direction régionale de l'ADEME (format Word ou PDF) ;
- Support de restitution orale conforme à la charte graphique ADEME ;
- Compte rendu de la séance de restitution (lieu, participants, réactions, enseignements).

Modalités

Le Code prix 8 est décompté par restitution

2.6.2.8. Code prix 10 : Relances téléphoniques

Objectif

Assurer le suivi et la relance téléphonique des collectivités afin de maintenir une dynamique active de remplissage, identifier les freins rencontrés et encourager la complétude des Matrices des coûts à l'échelle régionale.

Contexte et finalité

Les relances téléphoniques constituent un outil de mobilisation essentiel pendant la période de remplissage des matrices (mars à juillet).

Elles permettent :

- De contacter les collectivités n'ayant pas encore engagé ou finalisé leur saisie,
- De comprendre les causes des retards ou blocages (manque de temps, renouvellement de personnel, difficultés techniques, méconnaissance du dispositif),
- De rappeler les échéances et d'orienter les collectivités vers les solutions adaptées (formation, accompagnement collectif, appui individuel),
- Et de maintenir un lien direct entre le terrain, le prestataire et la direction régionale de l'ADEME.

Le présent code prix a été repensé afin de simplifier le suivi administratif et mieux refléter le travail réel du prestataire.

Le décompte par lots de 20 collectivités utilisé dans le précédent accord-cadre est remplacé par un système unitaire basé sur les contacts effectifs, plus lisible et proportionné.

Livrables

- Tableau de suivi des relances (format Excel, compatible Office 365), comprenant pour chaque collectivité : le nom, la date de contact ou de tentative, le résultat, les suites envisagées ;
- Synthèse régionale en fin de campagne, présentant les taux de contact, les freins les plus fréquents et les actions correctives proposées.

Modalités

Le code prix est décompté à l'unité, pour chaque contact téléphonique effectif (échange réalisé avec un interlocuteur).

Le prix unitaire couvre l'ensemble des opérations liées à la relance :

- Préparation de l'appel,
- Contact avec la collectivité,
- Saisie du suivi dans le tableau partagé.

La facturation s'effectue sur la base du nombre d'unités validées par la direction régionale de l'ADEME, à partir du tableau de suivi remis par le titulaire.

2.6.2.9. Code prix 11 : suivi de la prestation

Objectif

Assurer le suivi technique, administratif et qualitatif de la prestation en lien avec la direction régionale de l'ADEME, à l'aide d'un outil de pilotage et de visualisation des données permettant d'évaluer en continu l'avancement du marché, le taux de remplissage des matrices et la dynamique territoriale du dispositif

Contexte et finalité

Le titulaire devra :

- Assurer un suivi régulier de l'avancement des actions menées/code prix engagés ;
- Tenir à jour un tableau de bord dynamique de suivi des prestations — sous Power BI ou tout autre outil équivalent validé par l'ADEME — permettant de :
 - Visualiser les taux de remplissage par territoire,

- Suivre la progression des collectivités accompagnées,
- Repérer les zones ou typologies en difficulté,
- Consolider les indicateurs régionaux et nationaux,
- Suivre la facturation des différents codes prix.
- Organiser des points de suivi réguliers (mensuels ou bimestriels) pour partager l'état d'avancement, les écarts et les besoins d'ajustement ;
- Tenir à jour un registre des bonnes pratiques en matière d'optimisation des coûts et de performance du SPPGD, destiné à alimenter les travaux du Lot 1 et la capitalisation nationale ;
- Veiller à la cohérence des données et des analyses avec les autres lots du dispositif (formation, référentiel, animation nationale).

Livrables

- Tableau de bord actualisé (Power BI ou équivalent, connecté aux données SINOE® et aux fichiers de suivi ADEME) ;
 - Exports trimestriels des indicateurs (format Excel) ;
- Comptes rendus synthétiques des réunions de suivi ;
- Fiches ou fichiers de retours d'expérience / bonnes pratiques mis à jour régulièrement ;
- Synthèse annuelle consolidant les enseignements du suivi et qui justifie la facturation par code prix.

Modalités

Le code prix 11 est décompté à l'unité, correspondant à une période de suivi complète – suivi mensuel. Le prix couvre la mise à jour du tableau de bord, la préparation et animation des réunions de suivi, ainsi que la transmission des livrables.

2.6.2.10. Code prix 13 à 23 : Déplacements

Même si beaucoup de prestations continuent à se faire à distance depuis 2020, des déplacements pourront être prévus en association avec :

- Le remplissage des matrices à la place des collectivités (code prix 1)
- Les accompagnements individuels au remplissage (code prix 2)
- Les accompagnements collectifs au remplissage (code prix 4)
- Les journées collectives d'analyse (code prix 5)
- Les réunions de restitution (code prix 8)
- Les réunions de suivi (code prix 11)

Modalités

Pour ce qui est du code prix 13 dans l'hexagone, il sera décompté 1 code prix déplacement par code prix associé.

Considérant qu'outre des frais (billet de transport, location, hébergement, restauration...), ils incluent aussi un certain temps passé, il sera ainsi décompté 1 code prix déplacement par intervenant et par événement, y compris dans le cas où plusieurs événements ont lieu la même journée et/ou que plusieurs intervenants sont mobilisés.

Pour ce qui est des DROM-COM, les codes prix 14 à 21 valent pour le billet aller-retour d'un intervenant. Les codes prix 14 à 20 concernent les prestataires qui ne résideraient pas sur le territoire concerné par le marché subséquent jusqu'à celui-ci (par exemple, pour un bureau d'étude métropolitain, code prix 15 pour l'aller-retour entre la métropole et la Martinique).

Le code prix 21 vise à permettre des optimisations dans le cas d'une même attribution pour les marchés Martinique, Guadeloupe et/ou Guyane. Exemple : un bureau d'étude métropolitain qui aurait été attributaire des marchés Martinique et Guadeloupe, s'il prévoit de se rendre directement en Guadeloupe après avoir été en Martinique, il sera utilisé ce code prix 21 en plus d'un code prix 15).

Le code prix 22 vaut pour un trajet aller-retour inter-îles au sein du territoire concerné par le marché subséquent.

Il s'agira notamment des trajets inter-îles en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, entre La Réunion et Mayotte, etc.

Le code prix 23, journalier et par intervenant, vise à couvrir les frais d'hébergement, transport et restauration pendant la durée du séjour.

Pour rappel, les montants à indiquer dans le présent accord-cadre sont des maximums qui ne devront pas être dépassés dans les marchés subséquents. Les candidats sont donc invités à considérer les situations les plus onéreuses, par exemple parmi les différents secteurs concernés par le lot 11 (Antilles, Guyane, La Réunion-Mayotte).

Ensuite, dans le cadre de chaque marché subséquent par territoire, le chiffrage sera adapté.

2.6.2.11. Code prix 24 : Prestations d'études complémentaires

Objectif

Réalisation d'études ciblées sur les coûts et l'efficacité économique des services publics de prévention et gestion des déchets (SPPGD), à partir des données issues des Matrices des coûts, de SINOE®, et des indicateurs régionaux.

Ces études visent à approfondir la compréhension des facteurs de coûts, à identifier les leviers d'optimisation, et à produire des enseignements directement exploitables pour le pilotage du dispositif Connaissance des coûts.

Contexte et finalité

Ces prestations ont pour vocation de renforcer l'utilisation de la Matrice des coûts comme outil d'aide à la décision, et de fournir à l'ADEME et aux collectivités des analyses concrètes sur :

- Les composantes de coûts (collecte, traitement, déchèteries, prévention, gestion administrative, marchés publics, etc.) ;
- Les variations territoriales et structurelles expliquant les écarts de coûts observés ;
- Les actions ou choix organisationnels permettant d'améliorer l'efficacité du service.

Les études devront s'appuyer prioritairement sur les données issues de la Matrice des coûts et être directement liées au pilotage budgétaire et opérationnel du SPPGD.

Elles ne devront pas se limiter à des études générales sur les déchets ou la prévention, sauf si ces thématiques ont un impact mesurable et direct sur les coûts.

Exemples de sujets éligibles :

- Mettre en forme un rapport ou une synthèse de **référentiel régional**.
- Analyse des **facteurs expliquant les écarts de coûts** entre territoires (densité, typologie, modes de gestion).
- Évaluation de l'impact **des organisations internes** (régie, DSP, groupement) sur les coûts unitaires.

- Étude sur la corrélation entre taux de performance et coûts de traitement/collecte.
- Comparaison des **coûts de gestion des déchèteries** selon les modalités de fonctionnement (contrôle d'accès, horaires, REP, tri).
- Analyse des **coûts liés à la mise en œuvre du tri à la source des biodéchets** (investissement, fonctionnement, effets sur le flux OMR).
- Impact économique de l'évolution de la **TGAP** sur les budgets des collectivités.
- Études de **benchmark régional** des coûts de collecte ou traitement.
- Modélisation de **scénarios d'optimisation** (mutualisation, ajustement des fréquences, tarification incitative, rationalisation contractuelle).

Livrables

- A minima un référentiel régional pendant la durée de marché subséquent ou une synthèse avec :
 - o Une analyse sur l'échantillon conservé,
 - o Des indicateurs coûts (€/hab et €/t) par flux de déchets et par étape technique,
 - o Des analyses sur l'impact des évolutions organisationnelles du territoire sur le coût global,
 - o Des évolutions et comparaisons avec les données de référence nationales,

Le document terminé et validé devra être publié sur la librairie ADEME et mis en téléchargement sur le Sharepoint du site économie circulaire

- Fiches syndicats de traitement comprenant :
 - o Une présentation des matrices réalisées par les adhérents ;
 - o Une analyse des coûts de transport/traitement par flux par rapport à des références ;
 - o Une présentation des coûts des adhérents ;
 - o Une compilation en € de la gestion des déchets à son échelle ;
 - o Comment le syndicat de traitement pourrait prendre la main sur la démarche.
- Etudes en lien avec l'optimisation du SPPGD :
 - o Note de cadrage précisant la problématique, les sources et la méthodologie retenue.
 - o Rapport d'étude complet, comprenant :
 - Un résumé exécutif (2 pages max.) ;
 - Une analyse structurée des coûts et de leurs déterminants ;
 - Des comparaisons chiffrées et recommandations opérationnelles ;
 - Un focus sur la transférabilité des résultats à d'autres territoires.
 - o Fichier Excel ou tableur source avec jeux de données et formules.
 - o Support synthétique pour restitution orale (diaporama).

Tous les documents devront être transmis dans des formats ouverts (Word, Excel, PowerPoint, Office365) et conformes à la charte graphique ADEME.

Modalités

Le code prix 24 ne peut être mobilisé que pour des études expressément validées par l'ADEME, sur la base d'une note de cadrage préalable précisant les objectifs, le périmètre et les livrables attendus. Ces études doivent être strictement centrées sur l'analyse des coûts du SPPGD et sur l'exploitation des données issues de la Matrice des coûts ou de SINOE®. Tout sujet sans lien démontré avec la maîtrise des coûts (communication, sensibilisation, études techniques ou comportementales générales) sera exclu du périmètre. Le code prix 24 est décompté avec un tarif journalier.

3. Jugement des offres marchés subséquents

Pour les marchés subséquents des lots 1 à 8, la sélection des titulaires se fera sur la base des critères et sous-critères suivants, visant à garantir la meilleure adéquation entre qualité technique, pertinence environnementale et coût global de la prestation.

3.1. Critère 1 – Prix des prestations (35%)

Ce critère vise à apprécier la compétitivité économique des offres, dans le respect du cadre financier fixé par l'accord-cadre.

- Une note sur 10 sera attribuée selon la formule suivante :
$$(\text{Montant de l'offre la plus basse} \times 10) / \text{Montant de l'offre analysée}$$
- Les prix unitaires proposés devront être inférieurs ou égaux aux plafonds indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre.
- En cas de dépassement de ces plafonds, l'offre sera déclarée irrégulière et donc non conforme.

3.2. Critère 2 – Valeur technique n°1 : Méthodologie, compréhension des objectifs (30%)

Ce critère vise à évaluer la capacité du candidat à comprendre les enjeux du territoire, à mettre en œuvre un dispositif d'accompagnement efficace et cohérent, et à mobiliser les compétences adaptées.

La valeur technique sera appréciée à partir du mémoire technique du candidat, selon les sous-critères suivants :

- Analyse du contexte régional et compréhension des besoins : Capacité à restituer les enjeux spécifiques de la région (maturité des collectivités, freins identifiés, leviers de mobilisation)
- Méthodologie et organisation proposés : Qualité, clarté et faisabilité de la méthode : planification, moyens logistiques, outils de suivi, articulation présentiel/distanciel, cohérence avec les objectifs ADEME.

Appréciation de la qualité technique de l'offre notée de la manière suivante :

- Exceptionnel : 9-10 points
- Très bon : 7-8 points
- Bon : 5-6 points
- Moyen : 3-4 points
- Médiocre : 1-2 points
- Insuffisant : 0 point.

Si, sur l'ensemble des critères relatifs à la qualité technique de l'offre, un a été jugé insuffisant (noté 0) ou deux ont été jugés médiocres et ont obtenu chacun une note inférieure ou égale à 2 points, l'offre sera éliminée pour la suite de l'analyse.

3.3. Critère 3 – Valeur techniques n°2 : Qualification des intervenants (25%)

Ce critère vise à apprécier la qualité des compétences des intervenants et les moyens humains mobilisés. Nous regarderons la qualité et adéquation du profil des intervenants proposés : expertise en comptabilité publique

appliquée au SPPGD, connaissance du contexte réglementaire français, expérience en animation territoriale et accompagnement de collectivités

Appréciation de la qualité technique de l'offre notée de la manière suivante :

- Exceptionnel : 9-10 points
- Très bon : 7-8 points
- Bon : 5-6 points
- Moyen : 3-4 points
- Médiocre : 1-2 points
- Insuffisant : 0 point.

Si, sur l'ensemble des critères relatifs à la qualité technique de l'offre, un a été jugé insuffisant (noté 0) ou deux ont été jugés médiocres et ont obtenu chacun une note inférieure ou égale à 2 points, l'offre sera éliminée pour la suite de l'analyse.

3.4. Critère 4 – Démarche environnementale (6%)

Ce critère vise à évaluer la capacité du candidat à intégrer la dimension environnementale dans la mise en œuvre de ses prestations, en cohérence avec les valeurs et missions de l'ADEME.

L'évaluation portera notamment sur :

- Les actions mises en place pour limiter les déplacements et optimiser le recours au distanciel ;
- La sobriété numérique et la gestion responsable des outils de communication ;
- La réduction de l'empreinte carbone des événements (impressions, logistique, restauration) ;
- Et la sensibilisation environnementale au sein même des activités d'animation ou de restitution.

L'évaluation de ce critère se fera grâce au canevas en annexe.

3.5. Critère 5 – Considération sociale (4%)

Le candidat devra démontrer sa capacité à intégrer des actions concrètes de progrès social dans l'exécution de la prestation, notamment en matière d'insertion professionnelle, de formation, de lutte contre les discriminations et de prise en compte du handicap. L'évaluation portera à la fois sur la composition et les pratiques de l'équipe mobilisée (parité, inclusion, conditions de travail) et sur les démarches globales de responsabilité sociale de l'organisation, en tenant compte de sa taille et de ses capacités. Une attention particulière sera portée à l'accessibilité des contenus et supports produits afin de maximiser l'impact social et sociétal des prestations.

L'évaluation de ce critère se fera grâce au canevas en annexe.

4. Définitions et sigles

SINOE® Déchets

Système d'INformation et d'Observation de l'Environnement : Déchets

SPPGD

Service Public de Prévention et Gestion des Déchets

Dispositif Connaissance des Coûts

Le dispositif Connaissance des coûts est un programme national piloté par l'ADEME visant à permettre aux collectivités à compétence collecte et/ou traitement des déchets de mesurer, suivre et analyser les coûts réels de leur service public de prévention et gestion des déchets (SPPGD). Il repose sur la Matrice des coûts, un outil méthodologique et informatique commun à l'ensemble des territoires, permettant d'assurer la comparabilité des données, la transparence économique et le pilotage stratégique des politiques locales de prévention et de gestion des déchets.

DMA

Déchets Ménagers et Assimilés

5. CADRE DE REPONSE - démarche sociale et environnementale de l'entreprise en lien avec l'objet des prestations

Définition de ce qui est en lien direct avec la prestation

Ce sont les activités ayant un lien de cause à effet dans la réalisation de la prestation, les éléments de la chaîne de valeur permettant de réaliser la prestation :

- Matériel utilisé (ex. : ordinateur pour rédiger les rapports)
- Moyens de transport utilisés (ex. : pour les réunions en présentiel)
- Supports d'animation
- Etc.

Canevas de réponse sur le volet environnemental

- Politiques environnementales internes :

Le candidat exposera la démarche et/ou les actions concrètes qui seront mises en place pour assurer une réduction des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes **dans le cadre de la mise en œuvre de la prestation objet du marché. Les éléments avancés pour répondre à cette exigence environnementale devront être liés à l'objet du marché et devront être étayés par des éléments probatoires.** Pour cela, l'ADEME attend des éléments allant au-delà des exigences réglementaires. Il sera également tenu compte dans l'évaluation de la taille et des capacités du répondant.

À ce titre, vous pouvez vous appuyer sur le guide ADEME « Ecoresponsable au bureau » : <https://librairie.ademe.fr/consommer-autrement/5225-ecoresponsable-au-bureau-9791029718960.html>.

Celui-ci identifie les 3 volets les plus impactant pour une activité de bureau par ordre d'importance (liste non-exhaustive) :

1. Les déplacements domicile-travail et en mission

Document ressource : Plan de mobilité dans mon entreprise <https://librairie.ademe.fr/mobilite-et-transport/1549-plan-de-mobilite-dans-mon-entreprise-un.html>

2. Le numérique

Documents ressources : Comment télétravailler léger ? <https://librairie.ademe.fr/consommer-autrement/249-comment-teletravailler-leger.html>

ou encore : <https://communication-responsable.ademe.fr/numerique-responsable>

3. Les consommations (énergie, eau, alimentation, papier)

N.B. : Les choix d’actions doivent être faits en adéquation avec les besoins, la bonne qualité de la prestation et le bien-être des personnes qui la réalisent. Ne pas négliger l'aspect social et humain.

Ex.1 : Supprimer un déplacement mais cela entraîne une dégradation relationnelle, de compréhension pour la prestation (dégradation de la qualité des rendus) et un report vers des impacts numériques (visioconférence).

Ex.2 : Supprimer un écran au salarié mais cela diminue son efficacité et son confort de travail.

N.B. : Attention également aux effets rebond environnementaux.

Ex : le télétravail dont l'impact peut varier en fonction des pratiques.

Pour information et exemple :

Pistes d’actions en interne permettant de réduire les impacts environnementaux au quotidien, effectué sur la base de **travail de bureau (analyses)**. Pistes d’actions pouvant être développées par le candidat selon l’objet du marché ; et pouvant être complétées par tout élément jugé pertinent et significatif.

1. Déplacements en mission		
Description action	Applicabilité selon la taille de l’organisation	Preuves attendues
Engagement interne de bonnes pratiques, liées aux réunions en présentiel	Toutes tailles	Charte de bonnes pratiques ou politique (extraits en lien avec la prestation)
Mise en place du forfait mobilités durables	Toutes tailles	Preuve de votre choix
Mesures ambitieuses de votre plan de mobilité entreprise, en lien avec la prestation	Obligatoire si >50 salariés	Extraits du plan de mobilité entreprise

Mesures de sobriété sur les déplacements	Toutes tailles	Politique de sobriété, engagement de l'organisme et mise en pratique... (extraits en lien avec la prestation)
Autre à préciser	Toutes tailles	Preuve de votre choix
2. Le numérique		
Description action	Applicabilité selon la taille de l'organisation	Preuves attendues
Politique de numérique responsable	Toutes tailles	Charte de bonnes pratiques ou politique (extraits en lien avec la prestation)
Équipements informatiques : Matériel reconditionné et/ou écoconçu et/ou conservé plus de 3 ans	Toutes tailles	Preuve de votre choix
Échanges de documents et livrables avec l'ADEME : minimiser la taille des documents, choisir un mode de transmission moins impactant <i>Ex. : dossier partagé plutôt que des envois de pièces jointes à de multiples destinataires</i>	Toutes tailles	Engagement de l'organisme et mise en pratique
Mesures de sobriété numérique	Toutes tailles	Politique de sobriété, engagement de l'organisme et mise en pratique... (extraits en lien avec la prestation)
Autre à préciser	Toutes tailles	Preuve de votre choix
3. Les consommations (énergie, eau, alimentation, papier)		

Mise en place d'une politique d'achats responsables (ISO20400)	Toutes tailles	Extraits en lien avec la prestation
Expliciter les bonnes pratiques suggérées dans le guide ADEME « Écoresponsable au bureau »	Toutes tailles	Charte de bonnes pratiques ou politique (extraits en lien avec la prestation)
Fourniture d'énergie chez des fournisseurs d'énergie renouvelable	Toutes tailles	Factures d'énergie
Politique zéro déchet et alimentation durable dans le cadre de rencontres en présentiel	Toutes tailles	Engagement de l'organisme et mise en pratique
Mesures de sobriété des consommations	Toutes tailles	Politique de sobriété, engagement de l'organisme et mise en pratique... (extraits en lien avec la prestation)
4. Démarches globales qui peuvent influencer sur l'exécution de la prestation Dans ces cas, dire en quoi cela influe sur l'exécution de la prestation		
Description action	Applicabilité selon la taille de l'organisation	Preuves attendues
Certifications et labellisations <i>Ex. : ISO14001, EMAS, Ecovadis, Lucie ISO26000, « Engagé RSE »...</i>	Toutes tailles	Attestations de certification et/ou labellisation
Engagements via politique QSE-RSE <i>Ex. : ISO2600, achats responsables ISO20400, normes économie circulaire ISO59000</i>	Toutes tailles	Politique ou charte d'engagement, rapport RSE (obligatoire si >500 salariés)... (extraits en lien avec la prestation)

Mise en place d'une démarche d'écoconception des services proposées	Toutes tailles	Document de votre choix
Communication responsable (
Transformation du modèle économique au prisme de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération <i>Ex. : S'inspirer de la page AGIR ADEME dédiée*</i> <i>Ex. : Proposer des marchés de performance globale (préciser le coût global ou technique)</i>	Toutes tailles	Document de votre choix
Autre à préciser	Toutes tailles	Preuve de votre choix

*<https://agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/economie-fonctionnalite>

[illegible]

This image shows a full page of white paper with horizontal dotted lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page, providing a guide for handwriting practice. There are no margins, text, or other markings on the page.

Canevas de réponse sur le volet social

Actions sociales internes / proposition de critère :

« Le candidat exposera la démarche et/ou les actions concrètes qui seront mises en place pour assurer un progrès social dans le cadre de sa prestation.

L'ADEME recevra favorablement les propositions faites en matière d'insertion professionnelle et sociale des personnes en difficulté et éloignées du marché de l'emploi, de formation des salariés, y compris les salariés les moins qualifiés, de lutte contre la précarité professionnelle, de lutte contre la discrimination. Il sera également tenu compte dans l'évaluation de la taille et des capacités du répondant.

Il est demandé aux candidats de maximiser l'impact social et sociétal des projets et supports en adaptant l'accessibilité des contenus qui serviront aux prestations d'animation ; pour cela, il est attendu du prestataire un travail pour rendre les documents accessibles aux personnes en situation de handicap (exemple : accessibilité pour les personnes mal voyantes). »

Pistes d'actions en interne pour réduire les impacts sociaux au quotidien **sur le travail de bureau (études)**. Pistes d'actions pouvant être développées par le candidat selon l'objet du marché ; et pouvant être complétées par tout élément jugé pertinent et significatif.

1. Démarches directement en lien avec l'exécution de la prestation		
Parité dans l'équipe participant directement à la prestation : au moins 1/3 de femmes	Toutes tailles	Présentation de l'équipe proposée et confirmation lors de la réunion de lancement.
Salariés en insertion professionnelle et sociale parmi l'équipe proposée	Toutes tailles	Proposition dans l'offre technique d'une composition d'équipe faisant appel à une ou des personnes en réinsertion. Point à développer.

Salariés en situation de handicap parmi l'équipe proposée	Obligatoire si >20 salariés et + de 5 ans d'existence	Proposition dans l'offre technique d'une composition d'équipe faisant appel à une ou des personnes en situation de handicap. Point à développer.
Évaluation ou analyse de cycle de vie sociale ISO14075 réalisée sur votre offre de prestations intellectuelles	Toutes tailles	Résultats synthétiques d'évaluation
Autre à préciser	Toutes tailles	Preuve de votre choix
2. Démarches globales qui peuvent influencer sur l'exécution de la prestation Dans ces cas, dire en quoi cela influe sur l'exécution de la prestation		
Description action	Applicabilité selon la taille de l'organisation	Preuves attendues
Certifications et labellisations Ex. : Agrément ESUS (Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale), B-Corp, Lucie ISO26000, « Engagé RSE »	Toutes tailles	Attestations de certification et/ou labellisation
Engagements via politique RSE ISO26000	Toutes tailles	Politique ou charte d'engagement, rapport RSE (obligatoire si >500 salariés)... (extraits en lien avec la prestation)

<p>Transformation du modèle économique au prisme de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération</p> <p><i>Ex. : Coopération avec ses parties prenantes</i></p> <p><i>Ex. : Agrément ESUS, entreprise solidaire d'utilité sociale</i></p>	Toutes tailles	Document de votre choix
Autre à préciser	Toutes tailles	Preuve de votre choix

[illegible]

ADEME - Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) – Animation et accompagnement des collectivités autour de la connaissance des coûts et la Matrice des coûts